



Initiative mondiale pour
LA JUSTICE, LA VÉRITÉ ET LA
RÉCONCILIATION

CRÉER DES CANAUX DE CONFIANCE : Quête de vérité communautaire dans les régions reculées de Colombie

Guide élaboré par Darío Colmenares Millán



International Coalition of
SITES of CONSCIENCE

À propos de la Coalition Internationale des Sites de Conscience

La Coalition Internationale des Sites de Conscience (International Coalition of Sites of Conscience, ICSC) est un réseau mondial de musées, de sites historiques et d'initiatives au niveau populaire dédié à la construction d'un monde futur plus juste et plus pacifique, encourageant les communautés à ne pas oublier les luttes pour les droits de l'homme et à confronter leurs répercussions modernes. Fondée en 1999, l'ICSC comprend maintenant plus de 250 Sites de Conscience membres dans 65 pays. L'ICSC soutient ces membres par l'intermédiaire de sept réseaux régionaux qui encouragent la collaboration et les échanges internationaux de connaissances et de meilleures pratiques.

Apprenez-en davantage sur le site www.sitesofconscience.org.

Sauf indication contraire, toutes les photos ont été prises par la Coalition Internationale des Sites de Conscience.
Les crédits photo sont inclus dans les photos qui n'ont pas été prises par des membres de la Coalition Internationale des Sites de Conscience

Document conçu par Lori J. Dawson

À PROPOS DE CE GUIDE PRATIQUE

Le présent document décrit le processus d'élaboration de sept projets communautaires visant à intégrer la quête de la vérité aux récits de mémoire collective dans les régions rurales de Colombie en 2018.

Le projet a été développé par la Coalition Internationale des Sites de Conscience comme une expérience pilote en vue d'explorer des méthodes destinées à encourager les initiatives de quête de la vérité dans les communautés indigènes, paysannes et afrocolombiennes des régions reculées de Colombie. Ce programme a pour objectif d'appuyer la participation des OSC locales, des victimes et des survivants à la Commission de la vérité du pays.

Ce guide pratique présente des moyens d'appuyer les communautés locales dans leurs efforts de vérité et d'y sensibiliser le public, dans l'espoir de servir d'exemple à d'autres programmes similaires en Colombie et dans d'autres sociétés sortant d'un conflit.

À PROPOS DU CONSORTIUM INITIATIVE MONDIALE POUR LA JUSTICE, LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION (GLOBAL INITIATIVE FOR JUSTICE, TRUTH AND RECONCILIATION CONSORTIUM)

Dans le monde entier, un appel croissant à la justice, à la vérité et à la réconciliation retentit dans les pays où l'héritage de violations graves des droits de l'homme jette une ombre sur les transitions. Pour répondre à ce besoin, la Coalition Internationale des Sites de Conscience (ICSC) a lancé en août 2014 une nouvelle action, l'Initiative mondiale pour la vérité et la réconciliation (Global Initiative for Justice, Truth and Reconciliation, GIJTR). Le but de la GIJTR est d'aborder de nouveaux défis dans les pays en conflit ou en transition qui ont du mal à gérer leurs héritages de violations graves des droits de l'homme, qu'elles soient continues ou anciennes.

Le Consortium GIJTR comprend les neuf organisations partenaires suivantes :

- Coalition Internationale des Sites de Conscience, aux États-Unis (partenaire principale) ;
- Initiative en faveur de l'état de droit de l'association du barreau américain (American Bar Association Rule of Law Initiative), aux États-Unis ;
- Justice et droit en Asie (Asia Justice and Rights), en Indonésie ;
- Centre d'étude de la violence et de la réconciliation (Centre for the Study of Violence and Reconciliation), en Afrique du Sud ;
- Centre de documentation du Cambodge (Documentation Center of Cambodia), au Cambodge ;
- Fondation des procédures prévues par la loi (Due Process of Law Foundation), aux États-Unis ;
- Centre du droit humanitaire (Humanitarian Law Center), en Serbie ;
- Fondation d'anthropologie judiciaire du Guatemala (Fundación de Antropología Forense de Guatemala, FAFG), au Guatemala ; et
- Groupe de politiques et droits publics internationaux (Public International Law & Policy Group), aux États-Unis.

En plus de tirer parti des différents domaines d'expertise des partenaires du consortium, l'ICSC s'appuie sur les connaissances et les liens de longue date de plus de 250 membres dans 65 pays afin de renforcer et d'élargir le travail du consortium. Les partenaires du consortium, en collaboration avec les membres du réseau de l'ICSC, élaborent et mettent en œuvre toute une gamme de programmes d'intervention rapide et à impact élevé à l'aide d'approches à la fois réparatrices et punitives par rapport à la justice et la responsabilisation pénales quant aux violations graves des droits de l'homme.



Une plaque sur le site d'un meurtre au Bangladesh parrainée par le Musée de la guerre de libération (Liberation War Museum).

Le consortium exerce une approche interdisciplinaire envers la justice, la vérité et la responsabilisation. Dans l'ensemble, les partenaires du consortium possèdent des expertises dans les domaines suivants :

- Communication de la vérité, commémoration et autres formes de mémoire historique, et réconciliation ;
- Documentation des violations des droits de l'homme à des fins de justice transitionnelle ;
- Analyse médico-légale et autres efforts liés aux personnes portées disparues ou disparues ;
- Plaidoyer en faveur des victimes, notamment pour leur droit d'accès à la justice, leur besoin en matière de soutien psychosocial, et activités d'atténuation des traumatismes ;
- Offre d'assistance technique et de développement de la capacité des militants et des organisations de la société civile à promouvoir et à s'engager dans des processus de justice transitionnelle ;
- Initiatives de justice réparatrice ; et
- Assurance et intégration de la justice de genre dans les processus en question et tous les autres processus de justice transitionnelle.

Compte tenu de la diversité des expériences, des connaissances et des compétences du consortium et des membres du réseau de l'ICSC, la programmation du consortium offre aux pays sortant d'un conflit ou d'un régime répressif une occasion unique de répondre à leurs besoins en matière de justice transitionnelle tout en favorisant la participation locale et en développant les capacités des partenaires communautaires.



TABLE DES MATIÈRES

Quête de vérité communautaire dans les régions reculées de Colombie.....	7
CONTEXTE.....	7
QUÊTE DE LA VÉRITÉ DANS LES RÉGIONS RURALES DE COLOMBIE.....	8
ÉLABORATION DE PROJETS DE VÉRITÉ COMMUNAUTAIRES EN COLOMBIE	8
Étape 1 : Préparation.....	11
Étape 2 : Atelier de développement de projet.....	13
1. PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS	13
2. PRÉSENTATION D'EXEMPLES DE QUÊTE DE LA VÉRITÉ.....	13
3. DÉVELOPPEMENT DE PROJETS.....	16
Étape 3 : Consultations avec les communautés pour valider les projets.....	21
Étape 4 : Suivi des projets	25
Étape 5 : Atelier d'évaluation.....	27
Enseignements et recommandations	32



QUÊTE DE VÉRITÉ COMMUNAUTAIRE DANS LES RÉGIONS REÇULÉES DE COLOMBIE

Contexte

En décembre 2016, le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo, FARC-EP), le plus grand groupe de guérilla du pays, ont conclu un accord de paix pour mettre un terme à un conflit armé en cours depuis plus de 60 ans. Peu après, les FARC-EP ont été démobilisés et désarmés sous la supervision des Nations Unies. La pleine application a débuté en 2017, mais d'importants obstacles subsistent. La société colombienne est divisée et fortement polarisée entre les personnes en faveur de l'accord, et celles qui s'y opposent. En outre, les groupes armés paramilitaires et l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN), plus restreinte, remettent toujours en cause le contrôle de l'État sur certains territoires reculés.

Pour la plupart des victimes et des citoyens, en particulier dans les zones rurales, la quête de la vérité est une nécessité indispensable à la stabilisation de la paix. L'accord de paix répond à cette demande en établissant un système de justice transitionnelle composé de trois mécanismes : une Juridiction spéciale pour la paix (Jurisdicción Especial para la Paz - JEP) et deux mécanismes non judiciaires, à savoir la Commission de la vérité (Comisión para el Escalrecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición - CEV) et l'Unité de recherche des disparus (Unidad de Búsqueda de Personas Dadas por Desaparecidas - UBPD). Ces mécanismes ont été officiellement créés en 2017 et ont obtenu un statut constitutionnel.

En préparation de la mise en œuvre à venir du système de justice transitionnelle, l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (Global Initiative for Justice, Truth and Reconciliation, GIJTR) a mené une évaluation des besoins pendant les négociations de paix en 2016, en vue d'identifier les principales entraves à une application fructueuse. Sur la base des conclusions de l'évaluation, le GIJTR a élaboré un programme visant à favoriser la consolidation de la paix et la réconciliation en Colombie grâce à l'expérience technique de la Coalition Internationale des Sites de Conscience (ICSC) et de la Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala (FAFG).

Le programme, dénommé « Soutenir la vérité, la justice et la réconciliation en Colombie », consistait en des activités de renforcement des capacités dans les domaines des archives et de la documentation, de la quête de vérité communautaire et de la médecine légale, en vue de soutenir les organisations de la société civile (OSC) et les mécanismes non judiciaires du système de justice transitionnelle, y compris la Commission de la vérité et l'Unité de recherche.

Ce guide présente la méthodologie suivie par la GIJTR pour soutenir des projets de quête de la vérité communautaire en Colombie. Le guide permet d'orienter les OSC désireuses d'appuyer des initiatives de quête de la vérité communautaire au sein de sociétés sortant d'un conflit ou d'un régime autoritaire. Néanmoins, sa mise en œuvre nécessitera forcément des ajustements en fonction du contexte local et politique, ainsi que des conditions de sécurité.

Quête de la vérité dans les régions rurales de Colombie

En raison de la longueur du conflit, les OSC colombiennes de défense des droits de l'homme sont devenues très organisées et spécialisées. Dans le pays, il existe plus de trois mille organisations de victimes déclarées auprès de l'Unité d'aide aux victimes. De plus, au cours des dix dernières années, et notamment grâce à la Loi sur les victimes de 2011¹, de nombreuses initiatives de mémoire collective ont été développées par les communautés locales, dans le but de sensibiliser le public aux violations des droits de l'homme afin de promouvoir une culture de consolidation de la paix et de non-répétition des violences politiques. Néanmoins, ces initiatives ont régulièrement été développées dans un contexte de risque pour la sécurité personnelle de la communauté, en particulier de ses chefs de file.



Au niveau local, les conflits ne sont pas terminés, et certains groupes armés exercent toujours leur influence sur les autorités locales, tandis que d'autres, responsables de promouvoir la violence, occupent toujours des positions influentes. Dans ce contexte, la quête de la vérité constitue souvent un risque de sécurité pour les participants. Toutefois, dans l'espoir de susciter un engagement national envers la quête de la vérité dans le sillage de la Commission de la vérité, de plus en plus de communautés surmontent leur peur pour se lancer à la recherche de la vérité de manière innovante.

La Commission de la vérité encourage les communautés à faire la différence entre la mémoire collective et la quête de la vérité. Ces concepts ont de nombreux points communs. Cependant, la quête de la vérité communautaire nécessite des efforts supplémentaires pour rassembler davantage d'informations factuelles au sein de la communauté grâce au dialogue, à des témoignages et à la vérification des informations. Elle suppose la recherche d'histoires personnelles, l'apport d'un soutien psychosocial aux victimes et l'élaboration de moyens efficaces de collecte et de diffusion. La mémoire collective, quant à elle, est davantage axée sur le façonnement d'un récit commun au sein d'une communauté. Si leurs priorités sont légèrement différentes, à savoir la *recherche de faits* et la *façonnement de récits communs*, les deux concepts sont complémentaires et contribuent, dans le cas des initiatives de quête de la vérité communautaire décrites dans ce document, à un seul et unique résultat : le récit d'une mémoire collective fondée sur les informations factuelles récoltées par la communauté dans un processus de quête de la vérité.

Élaboration de projets de vérité communautaires en Colombie

Consciente de la nécessité de renforcer les capacités des communautés indigènes, paysannes et afrocolombiennes à l'échelle locale afin de développer des initiatives autonomes de quête de la vérité, la GIJTR a lancé un projet pilote visant à partager des méthodes de quête de la vérité et de systématiser les enseignements pour en permettre la reproduction dans tout le pays.

En étroite collaboration avec la Commission de la vérité colombienne et plusieurs réseaux d'organisations, la GIJTR a sélectionné sept communautés dans différentes régions, en prenant le soin d'inclure des femmes, ainsi que des groupes vulnérables et sous-représentés. L'objectif était de les aider à conceptualiser et à mettre en œuvre un projet de quête de la vérité communautaire à court terme.

LES PROJETS PRÉVUS DEVAIENT REMPLIR LES CONDITIONS SUIVANTES :

1. Apporter de nouvelles informations au public au sujet d'un violent passé de violations des droits de l'homme dans les communautés participantes.
2. Trouver des moyens innovants pour présenter la vérité au public.
3. Élaborer une idée encore inexistante dans la communauté.

¹ La Loi 1448 de 2011, également connue sous le nom de Loi sur les victimes, a établi un cadre de restitution des terres et de réparations pour les victimes du conflit armé en Colombie, y compris au travers de la création du Centre national de la mémoire historique, dont l'objectif est de renforcer la recherche sur l'histoire récente et d'appuyer l'élaboration d'initiatives de commémoration dans tout le pays.

4. Être développés de manière autonome par des membres d'une communauté, sans l'intervention d'organisations ou d'institutions externes.
5. Inclure les histoires personnelles de membres de la communauté, de façon anonyme si ceux-ci le désirent.
6. Impliquer les membres de la communauté dans des activités de quête de la vérité au sujet de leur expérience, dans le cadre du processus.
7. Développer le projet sur une période de trois mois et avec un budget défini de 1 000 dollars américains.

LES ORGANISATIONS PARTICIPANTES ET LES CRITÈRES DE SÉLECTION ÉTAIENT LES SUIVANTS :

Communauté / Organisation	Critères
Asfaddes Barrancabermeja	Les familles des disparus dans l'une des régions les plus violentes pendant le conflit, la Moyenne Magdalena. ASFADDES, l'Association des familles des personnes détenues et disparues, est l'organisation nationale qui possède la plus longue tradition de recherche des disparus en Colombie, et son siège, situé à Bogotá, a choisi sa branche de Barrancabermeja pour participer.
Guacoche	Le conseil communautaire afrocolombien dans la région des Caraïbes. La participation de l'organisation a été suggérée par le CNOA, la Confédération nationale des organisations afrocolombiennes. Les paramilitaires ont tué les leaders de la communauté devant tous les villageois, avant de prendre le contrôle de la population pendant plusieurs décennies. Les villageois ont été confinés dans le périmètre du village, et ceux qui se trouvaient dans des zones interdites risquaient leur vie.
Pueblo Bello – Musée Remanso de Paz	La communauté paysanne dans la zone touchée par le conflit d'Urabá, dans le département d'Antioquia. La participation du comité civique a été proposée par le RCLM, le Réseau colombien des sites de mémoire. Un musée a été construit à Pueblo Bello dans le cadre d'un programme de réparation gouvernemental, mais la communauté a rencontré des difficultés pour l'exploiter et s'est concentrée sur sa mission de mémoire collective. Leur tâche n'a pas été facilitée par les activités continues des groupes armés dans la région, même après la démobilisation des paramilitaires et des groupes de guérilla.
Comité de Memoria de El Castillo	La communauté paysanne dans la zone touchée par le conflit de Llanos. La participation du comité a été proposée par le RCLM, le Réseau colombien des sites de mémoire. Le Comité de mémoire d'El Castillo est composé de plus d'une dizaine d'organisations.
Musée Tras las Huellas de El Placer	La communauté paysanne dans la zone touchée par le conflit de Putumayo, proposée par le RCLM, le Réseau colombien des sites de mémoire. Le musée communautaire est en inactivité depuis longtemps en raison d'un manque de financement et du contexte stressant, les groupes armés étant toujours actifs dans la région.
Fuerza Mujeres Wayúu	Une organisation de femmes dans la communauté ethnique de Wayúu. L'OSC Fuerza Mujeres Wayúu est un véritable exemple de réseau de femmes œuvrant en faveur de la mémoire collective. Elle a été élaborée par la communauté Wayúu, selon ses propres termes.
Mariposas de Alas Nuevas	Une organisation de femmes dans les communautés indigènes et afrocolombiennes de la zone de Buenaventura, dans la région pacifique. Buenaventura est depuis longtemps le théâtre d'intenses violences commises par plusieurs groupes armés. Dans certains districts urbains, des gangs ont vu le jour et conservent le contrôle de leur territoire en enlevant ou en tuant toute personne qui traverse les « frontières invisibles » qu'ils ont définies dans les rues. La principale organisation pour le projet est un réseau de plus d'une dizaine d'organisations différentes, dont chacune a développé des groupes de soutien composés de femmes dans les communautés afrocolombiennes et indigènes des régions environnantes.



ÉTAPE 1 : PRÉPARATION

Une fois les communautés participantes sélectionnées, un document détaillé leur a été envoyé, décrivant la portée et la méthodologie de l'atelier de quête de la vérité communautaire et des projets suivants, à développer grâce au programme de petites subventions.

Chaque communauté a dû nommer deux personnes pour participer à l'atelier de développement de projet, plus susceptible de proposer des idées qui représentent la communauté si celles-ci sont débattues par deux de ses membres. Les communautés et organisations participantes devaient absolument comprendre pleinement le fait que les deux membres participant à l'atelier de développement de projet devaient pouvoir prendre des décisions concernant la structure et les principales caractéristiques du projet communautaire en devenir, ainsi que ses activités générales, le programme ayant besoin d'un engagement pour développer le projet dans les mois suivant l'atelier.

Les projets issus de l'atelier de développement devaient être des versions provisoires à valider et à ajuster au travers de consultations avec la communauté. Néanmoins, les concepts centraux devaient être abordés pendant l'atelier. Par conséquent, en prévision de l'atelier, les communautés étaient encouragées à débattre à l'avance de leurs priorités et de leurs attentes.



ÉTAPE 2 : ATELIER DE DÉVELOPPEMENT DE PROJET

1. Présentation des participants

Après une présentation générale de la Commission de la vérité, des principaux concepts et des activités qui seraient développées pendant l'atelier de 3 jours, une activité de renforcement de la confiance a été proposée aux participants afin que ceux-ci apprennent à se connaître. Le premier exercice censé briser la glace consistait à choisir une question générale au sujet de la quête de la vérité, et à permettre aux participants de se présenter en y répondant brièvement. Les questions suggérées étaient :

- De quels types d'activités de quête de la vérité ma communauté a-t-elle besoin ?
- Quels types d'activités sont possibles dans ma communauté ?

ANIMATEURS : Pour cette activité, le rôle des animateurs consistait à créer un environnement amical pour permettre un dialogue informel entre les participants en posant des questions simples pour obtenir des éclaircissements, et en encourageant les autres partenaires à signaler leurs difficultés similaires. Les participants pouvaient également être répartis en groupes de deux personnes issues de communautés différentes, pour avoir l'occasion de se présenter et d'écouter les réponses et les informations générales de leur homologue, avant de présenter ce dernier au groupe.

2. Présentation d'exemples de quête de la vérité

Pour servir de base aux premières discussions, un large éventail d'exemples d'initiatives de quête de la vérité communautaire des Sites de conscience a été présenté aux participants. En choisissant les exemples, il était important de ne pas oublier que l'innovation, tant en matière de forme que de format, jouait de bien des manières un rôle essentiel dans le renforcement des capacités de vérité de la communauté, notamment :

- Dans les cas où les témoignages oraux directs peuvent mettre la sécurité des témoins et des victimes en danger, il existe de nombreux moyens de rendre les histoires anonymes tout en préservant leur capacité à raconter la vérité.
- Dans un contexte de violations continues des droits de l'homme, le public peut devenir insensible aux histoires en raison de la répétition incessante de faits généraux par les médias. Malheureusement, cela a été le cas en Colombie. Les langages symboliques, l'art et les formules innovantes ont la capacité de renouveler l'intérêt et d'attirer l'attention sur les véritables histoires des communautés, comme si celles-ci étaient racontées pour la première fois.
- Les langages symboliques et les formes d'art de membres de la communauté peuvent facilement pousser d'autres membres de la communauté à sortir du silence et à contribuer à l'initiative collective de quête de la vérité.

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait non seulement à présenter les exemples, mais également à mettre en exergue les liens entre chaque exemple et les activités de recherche de faits et de quête de la vérité au sein de la communauté.

LES EXEMPLES SUIVANTS ONT NOTAMMENT ÉTÉ EXPOSÉS ET DÉBATTUS AU COURS DE L'ATELIER EN COLOMBIE :

Cartographie corporelle au Kenya, en Ouganda et au Sri Lanka

Les victimes racontent les pertes, déplacements et destructions causés par la guerre à l'aide d'une représentation grandeur nature de leur propre corps, accompagnée de descriptions symboliques de leur passé traumatisant. Lors des ateliers communautaires, en partageant leurs histoires et en faisant évoluer leurs dessins, les participants trouvent du soulagement et peuvent examiner et discuter de leurs inquiétudes à propos du passé et de l'avenir. Les Sites de conscience sont parvenus à appliquer avec fruit cette technique dans différents pays, tels que le Sri Lanka, l'Ouganda et le Kenya.



Illustrations familiales en souvenir des disparus au Guatemala

Le Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala a organisé des ateliers avec les familles de disparus pour leur permettre de raconter leurs histoires à travers l'art. Les participants transmettent leurs messages grâce à la peinture et au collage, et partagent leurs histoires avec d'autres familles pendant ce processus créatif.

Photo de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala



Récit au travers d'illustrations narratives : patchwork des Costureros de la Memoria en Colombie et des Arpilleras au Chili

Les survivants et leurs familles se réunissent lors d'ateliers communautaires pour partager leurs histoires traumatisantes et créer des illustrations en patchwork pour exprimer leurs inquiétudes au sujet des violences politiques grâce à l'art. Cette technique a été massivement utilisée dans de nombreux pays d'Amérique latine, notamment les Arpilleras au Chili et les Costureros de la Memoria en Colombie.



Récit au travers d'illustrations narratives : plaques de bois dans le Sarhua, au Pérou

Des artistes traditionnels du district de Sarhua, dans la région péruvienne d'Ayacucho, ont illustré les histoires de la population locale victime de violences pendant le conflit armé entre le Gouvernement du Pérou et le groupe de guérilla du Sentier lumineux. Les plaques contenaient souvent des descriptions des images.



Photo d'Andina / Agencia Peruana de Noticias



Récit au travers d'illustrations narratives : romans graphiques en Colombie et au Chili

En Colombie, des graphistes ont développé des romans graphiques basés sur les archives historiques orales du Centre pour la mémoire, la paix et la réconciliation, dans lesquels des personnages fictifs préservent l'anonymat des témoignages d'origine. Au Chili, des romans graphiques ont également été utilisés pour illustrer certains moments d'un récent passé violent, sur la base de recherches poussées et de documentation.



Cartographie sociale communautaire, au Sri Lanka

Les membres de la communauté créent une carte non technique de l'environnement de leur communauté et indiquent les emplacements où des violations des droits de l'homme ont été commises. Cet aperçu partagé de la communauté sert de base à des discussions de groupe au sujet de faits pertinents et significatifs. La communauté est organisée de manière à créer sa propre carte pour raconter son histoire, et la carte est exposée dans un lieu important pour la communauté de manière à ce qu'elle puisse revendiquer ses histoires, se remettre de ses pertes et promouvoir la justice sociale.



Commémoration au travers de l'art communautaire sur des sites permanents : mosaïques communautaires à Laja et Paine, au Chili, fresque dans le centre communautaire de l'ANFASEP, à Ayacucho, au Pérou

Les survivants et les familles des victimes participent à des ateliers communautaires pour développer des interventions artistiques dans des centres communautaires consacrés à la commémoration, dans le cadre d'un processus visant à reconstruire les communautés touchées par le conflit. Ces initiatives de commémoration participative contribuent à la guérison personnelle et collective.

Photo de la maison communautaire par l'ANFASEP, les autres par la Coalition Internationale des Sites de Conscience



Commémoration grâce à la couture traditionnelle et aux textiles au Pérou, quipus et chalinas

Les techniques traditionnelles andines quipus et chalinas ont été utilisées pour produire des œuvres collectives décrivant la chronologie des événements liés aux violations des droits de l'homme et honorant la mémoire des personnes absentes, tuées ou disparues pendant le conflit en vue de promouvoir l'espoir au sein de la communauté ainsi que la non-répétition de ce violent passé. L'aspect le plus marquant des techniques quipus et chalinas réside dans leur capacité à rassembler de nombreux membres de la communauté dans une activité de partage collectif d'histoires et de défense de la non-répétition.

Photos de Perú Folklorico et Colectivo Desvela

Arbre parlant, Centro de Memoria, Paz y Reconciliación, en Colombie

Des chansons et des paroles de vérité ont été collectées auprès de victimes participant à des ateliers communautaires d'histoires orales au Centre pour la mémoire, la paix et la réconciliation. Les enregistrements sont joués en boucle au travers d'un « haut-parleur à contact » fixé aux racines d'un arbre. Les visiteurs du Centre peuvent écouter les voix en collant leur oreille au tronc. Cette méthode permet de préserver l'anonymat des témoins et des survivants.



3. Développement de projets

À partir des exemples présentés, les participants ont répondu à des questions susceptibles de stimuler leurs propres projets. Les questions suivantes ont notamment été posées :

- Quels membres de la communauté participent aux activités, et comment ?
- Quelles pourraient être les sources de la vérité dans chaque exemple ?
- Quelles activités de quête de la vérité pourraient être développées pour appuyer la production des œuvres et des objets ?
- Dans quelle mesure ces objets peuvent-ils atteindre le public de façon innovante ?
- Quelles idées peuvent être communiquées dans chaque exemple ?

ANIMATEURS : Le résultat final de chaque projet devait être une sorte de produit, généralement en lien avec les activités au sein de la communauté ou en dehors de celle-ci. Le rôle des animateurs consistait à aider les participants à s'éloigner des idées arrêtées en ce qui concerne la forme finale pour se concentrer sur les idées à communiquer, le public, les sources d'information, etc. Les discussions concernant les formes et les formats ont été reportées pendant l'élaboration des concepts de base du projet.

Pour canaliser les projets, il était nécessaire de combiner travail individuel, travail à deux par organisation, travail en groupe élargi, et partage lors de séances plénières, au travers de différentes techniques. S'il était essentiel de donner aux participants l'occasion de travailler avec leur partenaire de la même organisation lorsqu'il s'agissait de décrire les attentes de la communauté, il était également utile de favoriser des échanges d'idées entre les différentes organisations et d'aider les participants à comprendre non seulement la manière dont leurs pairs répondaient à des défis similaires, mais également celle dont leurs idées étaient perçues par les autres.



LES PRINCIPAUX BLOCS D'ACTIVITÉS POUR CANALISER LES PROJETS ÉTAIENT LES SUIVANTS :

1. Définir le public cible. Cet objectif nécessitait de choisir les principaux bénéficiaires du résultat final. La quête de la vérité peut cibler les jeunes étudiants, les autorités locales, les survivants, les familles, les visiteurs externes à la communauté, les communautés voisines, etc. Par exemple, différents groupes d'âge répondent à différents types et styles de communications, tandis que certains d'entre eux ont besoin de plus d'informations concernant le contexte. Emportés par le besoin de reconnaissance, les participants désiraient souvent toucher le plus grand public possible, dans tout le pays, voire à l'échelle internationale. Mais l'expérience a démontré que leur public le plus naturel est généralement leur propre communauté et d'autres communautés similaires, au sein desquelles la quête de la vérité est la plus susceptible d'avoir une incidence.

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à aider les participants à ne pas oublier que les bénéficiaires des activités de quête de la vérité sont non seulement les membres du public qui voit ou reçoit les produits, mais également les membres de la communauté impliqués dans la préparation du produit, dans la collecte des informations et dans la narration des histoires.

2. Identifier les principaux problèmes liés à la vérité dans chaque communauté. Quels faits et quels concepts doivent être communiqués en priorité ? Quel degré de vérité est-il possible de communiquer dans les conditions de sécurité de la communauté ? Les participants pouvaient inclure leur propre liste de priorités, mais il était important de se concentrer sur les questions privilégiées par la communauté dès le départ. Lors des étapes de validation et de consultation après l'atelier, il est très probable que la communauté locale demande à ce que ces aspects fondamentaux soient intégrés au projet.

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à aider les participants à résumer les principaux problèmes en des étapes simples et claires.

3. Établir une liste des sources d'information. La quête de la vérité repose sur les histoires personnelles du passé racontées par des membres actuels de la communauté. Même si les histoires individuelles n'apparaissent pas dans le produit final, elles lui serviront néanmoins de fondation, c'est pourquoi il est préférable de développer un concept de projet dont les sources d'information et de validation des informations sont clairement établies dès le départ.

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à aider les participants à cerner les informations les plus pertinentes nécessaires à la réalisation des priorités en matière de vérité établies plus tôt par chaque groupe.

4. Trouver le format idéal pour chaque projet. À ce moment de l'atelier, les discussions se sont naturellement portées sur ce qui fonctionnerait le mieux dans chaque communauté. Il apparaissait parfois utile de revenir aux exemples présentés en début d'atelier en se concentrant sur les aspects suivants :

- Dans quelle mesure les différents groupes des communautés locales pourraient-ils intégrer le processus ;
- Pourquoi cela serait-il bénéfique pour les participants ;
- De quelle manière le processus et le résultat final pourraient-ils transmettre les messages prioritaires définis plus tôt.

Pour répondre à ces questions, il était nécessaire de mélanger plusieurs exercices, notamment des travaux individuels, par paires et en groupe.

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à identifier des idées susceptibles d'avoir une incidence et d'apporter un retour quant aux modifications qui pourraient renforcer leurs effets sur les communautés, sur la base de l'expérience des participants auprès de leurs communautés respectives. Il était nécessaire de consacrer suffisamment de temps à cette section pour permettre à chaque organisation de définir une idée centrale précise pour son projet communautaire. Dans le cas contraire, le concept fondamental du projet communautaire n'aurait pas survécu au processus de consultation et de validation.

Au terme de ce bloc, les participants étaient invités à préparer une courte description du projet communautaire qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre.

Les descriptions des propositions de projets communautaires étaient ensuite brièvement débattues afin de vérifier leur respect des critères généraux (inclure des activités de quête de la vérité, impliquer les membres de la communauté dans le processus de production, élaborer une idée encore inexistante, etc.).

Il était également indispensable de s'assurer que les moyens nécessaires à l'élaboration du projet étaient réalistes pour l'organisation et sa communauté. Les concepts ou développements numériques reposant largement sur la technologie pouvaient rendre les projets tributaires de ressources externes et entraver la participation des membres de la communauté.



ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à aider les participants à concevoir un projet réaliste qui respecte les critères du programme et intègre avec fruit les thèmes principaux et les sources d'information précédemment décrites.

5. Définir une liste des activités et des outils nécessaires au développement du projet. Une fois l'idée centrale définie pour chaque projet, les participants ont été invités à dresser une liste des activités et des outils connexes nécessaires à leur réalisation (réunions, entretiens, matériel artistique, logistique, etc.).

ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à s'entretenir avec chaque organisation pour déterminer si certaines activités ou certains outils avaient été oubliés dans la liste, et pour s'assurer que tous les éléments décrits étaient nécessaires et pas redondants.

6. Préparer un projet de budget et de calendrier. L'activité finale de l'atelier de développement consistait à préparer une estimation de budget basée sur la liste des activités et des outils, et à définir un calendrier raisonnable reprenant toutes les actions abordées. Dans le cas du programme de quête de la vérité en Colombie, les communautés devaient développer leurs projets sur une période de trois mois, avec l'aide d'une petite subvention de 1 000 dollars américains.



ANIMATEURS : Le rôle des animateurs consistait à s'assurer que la liste d'activités et d'outils proposée était complète et suffisante, et que le calendrier et le budget étaient réalistes. Certains points devaient être approfondis et nécessitaient davantage de recherches au niveau local avant d'être budgétisés. Le projet de proposition devait faire état de ces remarques.

Au terme de l'atelier de développement, les participants sont retournés chez eux avec une description de projet, une liste d'activités et d'outils, une estimation de budget et un calendrier, dont ils pourraient débattre afin de définir une description détaillée du projet.



Photo : ANFASEP

ÉTAPE 3 : CONSULTATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS POUR VALIDER LES PROJETS

Les responsables de la mise en œuvre, à savoir, la plupart du temps, les personnes qui ont participé à l'atelier de développement, ont présenté un premier plan de projet aux membres de leurs communautés. Par conséquent, certains ajustements ont dû être apportés en matière d'activités et de budget. Dans les régions rurales reculées, où l'organisation des réunions nécessite des moyens logistiques complexes, l'élaboration des projets a pris du retard.

Dans deux cas, en particulier lorsqu'il s'agissait d'organisations parapluies plutôt que d'organisations individuelles, le processus de consultation s'est avéré compliqué car d'autres organisations membres du réseau avaient le sentiment que les participants qui avaient pris part à l'atelier ne les avaient pas pleinement représentées et étaient désireuses d'apporter certains changements majeurs. La négociation du contenu faisait partie intégrante du processus, mais le travail auprès d'organisations parapluies a entraîné l'implication de nouveaux acteurs aux attentes sensiblement diverses.

Même si certains ajustements étaient possibles à ce stade, il a fallu rappeler aux organisations que les principales caractéristiques des projets devaient être conservées. Dans chaque cas, les projets devaient avoir défini un produit final et des activités visant à atteindre le public, ne pas ressembler aux idées déjà développées, explorer de nouvelles formes, impliquer la communauté dans les activités de quête de la vérité et la création des produits finaux, être développés de manière autonome et uniquement par la communauté, et être élaborés dans les limites convenues en matière de budget et de calendrier.

Une fois les projets ajustés et validés par la communauté, une note de réflexion finale a été envoyée à la GIJTR. Dans la plupart des cas, à ce stade, il s'est avéré nécessaire de reprendre contact avec les organisations pour leur demander d'inclure certains détails concernant la livraison des outils de support, tels que les images, les enregistrements et les versions numériques des modèles. Sur la base des projets et des budgets approuvés, chaque organisation a reçu un protocole d'entente à signer, énonçant les conditions de l'accord et la procédure de paiement, et contenant la description approuvée des activités, du calendrier et du budget.

LES PROJETS QUI ONT RÉSUÉ DU PROCESSUS SONT LES SUIVANTS :

1. Nom du projet : Mémoire et dignité –

Des adolescents illustrent les histoires des disparus

Organisation : Asfaddes Barrancabermeja

Lieu : Municipalité de Barrancabermeja, département de Santander

La branche locale de l'Association des familles des personnes détenues et disparues (ASFADDES) de Barrancabermeja devait développer une exposition itinérante participative d'histoires de vie des membres de la communauté locale disparus. En étroite collaboration avec les familles, l'association devait collecter les principaux faits biographiques d'un groupe de membres de la communauté locale disparus, y compris des détails concernant leur vie quotidienne, ce qui leur est arrivé et les démarches entreprises pour retrouver chaque personne. Ces histoires devaient ensuite être partagées lors d'un atelier avec des étudiants des deux dernières années de l'école secondaire locale de Ciudadela Educativa, au cours duquel ceux-ci devaient être encouragés à illustrer les histoires avec leurs propres dessins, de manière à rendre l'exposition particulièrement attractive. L'exposition serait également reproduite sous la forme d'un livret.

2. Nom du projet : Récits de mémoire d'El Castillo –

Témoignages des poupées d'El Castillo

Organisation : Comité de mémoire communautaire d'El Castillo

Lieu : Municipalité de Medellín del Ariari, département de Meta

Un groupe de femmes, victimes du conflit armé d'El Castillo, devait développer lors d'ateliers artisanaux 10 poupées de chiffon ressemblant aux victimes du conflit armé. Leurs témoignages devaient être enregistrés sur des lecteurs MP3 censés accompagner les poupées lors d'une exposition. L'exposition devait se déplacer de village en village dans la région d'Ariari, principalement dans les écoles, mais pouvait s'exporter ailleurs dans le pays.

Les histoires racontées par les poupées relatent les meurtres et les enlèvements commis dans la région d'El Castillo.

3. Nom du projet : Musée d'histoire communautaire –

Exposition Tras las Huellas de El Placer

Organisation : Musée Tras las Huellas de El Placer

Lieu : Village d'El Placer, vallée du Guamuez, département de Putumayo

Le projet consistait à réaliser une exposition retraçant l'histoire de la communauté locale de la vallée du Guamuez, pour raconter tant le conflit que les actes de résistance des villageois. La ligne du temps devait être élaborée au travers d'entretiens avec des villageois, les autorités locales et les chefs de la communauté. Le processus impliquait également la collecte de photographies et d'autres supports graphiques. Il devait en résulter une exposition imprimée sur des banderoles visant à stimuler le musée local « Tras las Huellas de El Placer » (« Sur les traces d'El Placer »). Membre du Réseau colombien des sites de mémoire, ce musée local était inactif depuis plus de deux ans et devait être réactivé grâce à cette exposition, également censée contenir un recueil de chansons populaires racontant des histoires au sujet du conflit armé dans la région de Guamuez, où plusieurs meurtres ont été commis.

4. **Nom du projet** : TÙÛ KATTO UKAT SHIMÛINMAJATKAT – Le sac de la vérité – Sacoques de la vérité dans la communauté indigène Wayúu
Organisation : Fuerza Mujeres Wayúu – Organisation de femmes du peuple Wayúu
Lieu : Municipalités de Maicao et d’Hatonuevo, département de Guajira
 Fuerza Mujeres Wayúu, une organisation de femmes de la communauté ethnique des Wayúu, devait créer de grands sacs grâce à la technique traditionnelle des sacoches wayúu, qui contiennent 36 petits sacs, contenant eux-mêmes chacun de courts messages en langue Wayúu racontant les histoires de violence, de meurtres et de résistance vécues dans les villages de Maicao et d’Hatonuevo. Les sacoches devaient ensuite passer de village en village pour enregistrer les récits oraux du conflit armé et de la résistance du peuple.

5. **Nom du projet** : Ce que nous avons vécu et enduré avant et pendant le conflit armé à Guacoche – fresque communautaire
Organisation : Conseil communautaire afrocolombien de Guacoche
Lieu : Municipalité de Guacoche, département de Cesar
 La communauté devait être invitée à réaliser deux fresques pour le centre communautaire au travers d’un processus participatif. L’une des fresques devait illustrer la vie de la communauté avant le conflit armé, et l’autre les épreuves traversées pendant le conflit armé, lorsque les leaders de la communauté ont été abattus et que le village a été forcé de servir de centre d’appui aux paramilitaires.

6. **Nom du projet** : Discuter de ma vérité – L’histoire au travers de chansons communautaires traditionnelles
Organisation : Réseau Mariposas de Alas Nuevas – Organisation de femmes afrocolombiennes et indigènes
Lieu : Municipalité de Buenaventura, département de Valle del Cauca
 Le projet avait pour but de travailler avec deux groupes de femmes, les unes afrocolombiennes, et les autres indigènes. Chaque groupe devait imaginer l’histoire d’une femme à la recherche d’un fils disparu. Pour les unes, il avait été tué par un groupe armé pour avoir traversé une frontière imaginaire avec le quartier voisin ; pour les autres, il avait été enlevé par un groupe de guérilla. Le réseau des Mariposas de Alas Nuevas a développé une méthode d’entretien, de recherche et de soutien psychosocial utilisée par des groupes de femmes des communautés afrocolombiennes et indigènes. Il devait en résulter un documentaire racontant les histoires dans des chansons du style traditionnel alabao, censées circuler de village en village.

7. **Nom du projet** : Faire la lumière sur la vérité
Organisation : Musée communautaire Remanso de Paz
Lieu : Localité de Pueblo Bello, municipalité de Turbo, département d’Antioquia
 La communauté locale de Pueblo Bello, dans le département d’Antioquia, devait préparer une exposition imprimée sur des banderoles en vue d’activer le musée communautaire Remanso de Paz (Havre de paix) de Pueblo Bello, précédemment utilisé dans le cadre d’activités communautaires dont les fins s’écartaient de son objectif initial d’entretien de la mémoire collective. Le contenu de l’exposition devait être développé dans le cadre d’un processus participatif avec les régions rurales voisines de Sinaí, de Galilea, de Caucho, d’Unión, d’Ilusión, d’Esperanza, de Monomacho et de Luicio.



ÉTAPE 4 : SUIVI DES PROJETS

Une fois que les projets ont été approuvés et que les responsables de la mise en œuvre ont reçu leur premier versement, le partenaire local de la GIJTR a organisé deux appels téléphoniques par semaine avec ces derniers pour suivre les avancées des projets et s'assurer que les objectifs étaient atteints. La plupart du temps, les responsables de la mise en œuvre avaient besoin de 2 ou 3 semaines de préparation supplémentaires avant de pouvoir réellement se lancer dans les activités convenues. Demander des photographies des réunions, des entretiens et des activités de création d'outils s'est avéré être un moyen efficace de suivre les projets à distance, et de discuter de leurs avancées et de leurs difficultés.

Certains projets nécessitaient un soutien technique plus important que d'autres, tandis que les conseils n'étaient pas toujours suivis dans la pratique. Néanmoins, il était souvent nécessaire de faire preuve de flexibilité sur ce point afin de préserver le principe d'autonomie des communautés. Alors que les projets arrivaient dans leur phase finale, la majorité des communautés participantes ont demandé une extension afin de mener les projets à terme.



ÉTAPE 5 : ATELIER D'ÉVALUATION

Après cinq mois, un atelier d'évaluation a été organisé pour débattre des résultats des projets, à nouveau en présence de deux membres de chaque communauté, qui étaient le plus souvent les mêmes que lors de l'atelier de développement.

Chaque projet a été présenté en détail, y compris ses répercussions dans la communauté, les difficultés rencontrées dans son développement et sa mise en œuvre, et les éventuelles futures évolutions pour maximiser son incidence. Chaque présentation était suivie des questions des autres responsables de la mise en œuvre, ainsi que d'une discussion de groupe. Dans plusieurs cas, des personnes étaient intéressées à l'idée de développer des projets similaires dans d'autres communautés, ou d'inviter certains projets à se rendre dans d'autres communautés.

Les discussions de groupe ont également permis aux participants d'échanger leurs enseignements et de déterminer si le programme aurait pu inclure d'autres aspects.

LES IMAGES SUIVANTES ILLUSTRENT LES RÉSULTATS ET LES ACTIVITÉS DES PROJETS :

1. Des adolescents illustrent les histoires des disparus à Barrancabermeja. L'Association des familles des personnes détenues et disparues (ASFADDES) a préparé une exposition itinérante pour sensibiliser le public à cette tragédie. Pour marquer davantage les esprits grâce à une nouvelle approche et atteindre un nouveau public dans les écoles, dix histoires de vie ont été illustrées par des adolescents. La principale difficulté rencontrée dans l'élaboration du projet était la gêne ressentie par les adolescents envers leurs propres dessins, qui les empêchait de réaliser des descriptions explicites des histoires racontées par les familles. Selon les conclusions du projet, les élèves plus jeunes, âgés de 7 et 10 ans, parvenaient à s'exprimer plus librement tout en évitant plus facilement les stéréotypes explicites. En outre, les adolescents de Barrancabermeja étaient très préoccupés par la menace d'être recrutés par des gangs, et par les disparitions liées à ceux-ci. Ce sentiment a ouvert les portes sur un nouveau thème sur lequel il sera possible de travailler à l'avenir.



2. Témoignages des poupées d'El Castillo. Le Comité de mémoire d'El Castillo a développé des ateliers communautaires réunissant des victimes et des familles de disparus afin d'enregistrer leurs histoires et de fabriquer des poupées de chiffon personnalisées pour une exposition au cours de laquelle chaque poupée racontait une histoire grâce à des écouteurs branchés à un lecteur MP3. Le public de l'exposition s'est senti encouragé à enregistrer ses propres histoires et à fabriquer des poupées pour accompagner ses témoignages. Les communautés participantes d'autres régions étaient très intéressées à l'idée de reproduire cette expérience.



3. Activation du musée communautaire « Tras las Huellas de El Placer » à El Placer, Putumayo.

Un musée communautaire inactif a été peint et préparé pour accueillir une exposition retraçant l'histoire de la communauté pendant les décennies du conflit armé. L'exposition était basée sur des entretiens avec des membres de la communauté, et contenait des images fournies par ceux-ci. Après l'ouverture, de nombreux membres de la communauté ont regretté de ne pas avoir participé aux entretiens et à la collecte de photographies, et étaient prêts à prolonger l'exposition pour y inclure davantage d'histoires.



4. Sacoches de la vérité dans la communauté ethnique Wayúu. Fuerza Mujeres Wayúu, une organisation de femmes indigènes, a collecté les témoignages de survivants dans les municipalités de Maicao et d'Hatonuevo. Pendant la confection des sacoches, de nombreux membres de la communauté ont eu envie de raconter leurs histoires afin de mieux documenter les meurtres illustrés dans les plus petits sacs contenus dans les grandes sacoches de la vérité. À mesure que les sacoches visitaient les villages, d'autres membres de la communauté ont fait part de leur envie de contribuer au projet à l'aide de documents et d'histoires.



5. Fresque communautaire à Guacoche, Cesar. La maison communautaire est devenue un emblème du village. Les villageois et les visiteurs de la région aiment se rendre dans ce lieu et se prendre en photo devant la maison. Les visites dans la maison communautaire ont rapidement permis aux membres de la communauté de raconter les histoires du conflit armé illustrées sur les murs.



6. Discuter de ma vérité, un documentaire sur deux mères à la recherche de leur fils disparu à Buenaventura. Ce documentaire, entièrement produit par la communauté, reconstitue les affaires de deux mères tentant désespérément de retrouver un fils disparu. Le fils de l'une d'elles a été retrouvé mort dans un district voisin. Le réseau de femmes Mariposas de Alas Nuevas a composé une chanson traditionnelle « alabao », qui raconte les histoires pendant le documentaire.



7. Activation du musée Remanso de Paz à Pueblo Bello, Antioquia. La communauté de Pueblo Bello a préparé une exposition visant à activer l'une des sections du musée communautaire, qui ne servait plus qu'à des réceptions et autres événements sans rapport avec sa mission de quête de la vérité. Certaines réunions organisées pour recueillir les témoignages de membres de villages voisins n'ont pu avoir lieu en raison de la pression continue des groupes armés, de telle manière que le projet a dû être temporairement restreint.



ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

La société colombienne sait que la Commission de la vérité ne sera pas capable d'enquêter sur chaque affaire de violation des droits de l'homme survenue au cours des 60 années de conflit armé. Elle encourage néanmoins vivement les communautés à développer des initiatives autonomes de quête de la vérité afin d'appuyer les missions de reconnaissance, d'éclaircissement et de non-répétition de la Commission.

Partager les conclusions du programme de quête de la vérité communautaire développé par la GIJTR en Colombie en 2018 pourrait permettre de reproduire l'expérience, en Colombie et dans d'autres régions sortant d'un conflit. Pour les institutions intéressées à l'idée d'adopter une approche similaire, les enseignements suivants pourraient s'avérer utiles :

- Il est important d'informer longtemps à l'avance les organisations participantes de l'atelier de développement des procédures, et de s'assurer qu'ils connaissent la méthodologie du programme, y compris le pouvoir de décider au nom de la communauté des personnes désignées pour assister à l'atelier de développement. Ce point est particulièrement pertinent lorsqu'il s'agit d'un comité composé de plusieurs organisations locales, ou d'une organisation parapluie.
- Lors de l'élaboration de la liste d'activités des projets de quête de la vérité communautaire, les animateurs doivent concentrer l'attention des participants sur les avantages au sens large des activités pour la communauté.
- Développer des initiatives de quête de la vérité dans des communautés récemment sorties d'un contexte violent bénéficie à toutes les personnes impliquées dans le processus, y compris les survivants, les familles, les témoins et les autres membres de la communauté. Les responsables de la mise en œuvre doivent être encouragés à impliquer autant de membres de la communauté que possible, notamment un grand nombre de groupes d'âge, tout en se concentrant sur une représentation équitable des hommes et des femmes.
- Très souvent, les membres de la communauté qui ne participent pas s'intéressent à l'idée de prendre part au processus de vérité lorsqu'ils en constatent les premiers résultats. Les projets sont encouragés à rechercher quelques résultats rapides de manière à impliquer davantage de membres de la communauté.
- Les ateliers communautaires au cours desquels les survivants et les familles fabriquent des œuvres et des objets censés servir la cause de l'initiative deviennent des espaces de catharsis et de guérison pour les participants. Les responsables de la mise en œuvre des projets doivent être préparés à apporter un appui émotionnel, le cas échéant. Même si celle-ci n'était pas incluse dans cet atelier, il est également recommandé d'ajouter une séance de soutien psychosocial et d'orientation afin de fournir aux responsables de la mise en œuvre des compétences de base pour gérer les traumatismes susceptibles d'être causés par le processus.
- Certaines perturbations liées à des demandes et à des questions inattendues peuvent survenir, et sont parfois susceptibles d'ébranler la stabilité du processus. Par exemple, dans un projet, les menaces de violence actuelles des gangs locaux sont devenues la principale préoccupation d'un groupe d'étudiants, et ont éclipsé leur objectif initial, qui consistait à travailler sur les disparitions forcées.

- Les projets dans les zones rurales qui dépendent largement de ressources technologiques, même s'il ne s'agit que de conception numérique, doivent s'assurer que les ressources sont facilement disponibles et que cette dépendance ne restreint pas l'espace réservé aux activités de quête de la vérité communautaire. Certains ajustements peuvent parfois être apportés pour remplacer la conception numérique par des œuvres qu'il est possible de réaliser de manière plus collective.
- Un partage efficace des évolutions des projets entre un grand nombre d'organisations permet d'obtenir des avantages inattendus par influence réciproque. En partageant les résultats, les communautés s'influencent mutuellement et s'envoient des invitations, ce qui permet d'élaborer d'autres projets conjoints après la fin des projets initiaux.
- L'un des principaux obstacles aux projets de développement communautaire réside dans la disponibilité limitée de responsables de la mise en œuvre et de coordinateurs bénévoles. Lorsque le projet est dans sa phase de développement, il convient de faire preuve de flexibilité vis-à-vis des activités nécessitant beaucoup de temps.
- Lorsque les activités de quête de la vérité représentent une menace pour la sécurité des membres de la communauté, il est nécessaire de rendre les déclarations anonymes grâce à des méthodes créatives indirectes, notamment en faisant lire des transcriptions par d'autres voix, en évitant certains noms spécifiques ou en utilisant un média différent, tels qu'une peinture, un objet parlant, etc. La communauté doit déterminer s'il est utile de préserver ou d'exclure certaines informations des témoignages, en privilégiant toujours la sécurité des personnes impliquées.
- Il est possible de développer des outils appropriés aux enfants et aux adolescents, mais cela nécessite des mesures particulières. Par exemple, une exposition innovante a demandé à des enfants d'illustrer les histoires de 10 personnes disparues. Néanmoins, créer des œuvres explicites avec des adolescents s'est avéré problématique car ceux-ci étaient gênés de leurs dessins et suivaient souvent des stéréotypes explicites qui restreignaient la capacité d'expression des illustrations. Le projet concernant les disparitions forcées dans les écoles a permis de constater qu'ils n'étaient pas à l'aise pour illustrer les histoires, ce qui a donné des résultats limités. Selon notre expérience, les élèves plus jeunes, âgés entre 5 et 8 ans, font preuve de plus de liberté, de naïveté et d'imagination.
- Même si cela peut paraître difficile au départ, il est préférable d'inclure dans le calendrier du projet un produit intermédiaire à livrer à mi-parcours, comme un aperçu du produit final. Cette mesure est particulièrement utile pour vérifier si les projets supervisés à distance sont toujours en bonne voie ou s'ils nécessitent un soutien technique. En outre, il peut s'avérer utile de n'effectuer les paiements qu'à la livraison des produits, y compris des produits intermédiaires, pour garantir le respect des conditions convenues.
- Une certaine flexibilité en matière de calendrier est nécessaire lorsqu'il s'agit de développer des projets communautaires. Très souvent, les projets se retrouvent à court de temps avant d'être finalisés, et les communautés peuvent être tentées de négliger, voire d'ignorer certaines composantes importantes pour boucler le projet dans les délais impartis. Lors de l'élaboration du calendrier, il peut s'avérer utile de consacrer une certaine période de temps aux ajustements après que les produits ont été réalisés, et de prévoir du temps pour les activités de diffusion qui doivent faire partie intégrante des produits.
- Enfin, certaines des meilleures idées peuvent paraître insuffisantes au départ, si elles ne sont pas correctement développées. En offrant un retour constructif, les animateurs et les coordinateurs peuvent faire la différence.



International Coalition of
SITES *of* CONSCIENCE

1.646.397.ICSC (4272)

www.sitesofconscience.org

 [Facebook.com/SitesofConscience](https://www.facebook.com/SitesofConscience)

 [@SitesConscience](https://twitter.com/SitesConscience)

 [SitesofConscience](https://www.instagram.com/SitesofConscience)